

Après le vote de l'Ontario, le syndicat veut négocier mais Steinberg veut vendre

Les ventes ont chuté de \$4 à \$5 millions par semaine

LAURIER CLOUTIER

Après le vote favorable de l'Ontario, le Local 500 des TUAC, au Québec, est toujours prêt à négocier mais Steinberg maintient, pour l'instant du moins, son scénario de tout vendre.

C'est la situation paradoxale dans laquelle se retrouve le troisième géant de l'alimentation du Québec et ses 10 000 employés, dont quelque 8 900 affiliés aux Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce.

Le porte-parole québécois du syndicat, François Lauzon, assure qu'il ne négocie pas actuellement avec Steinberg.

«La compagnie n'a jamais négocié d'ailleurs avec le syndicat».

Elle s'est contentée de présenter un document, par dessus la tête du

syndicat, prévoyant des coupures de salaires de \$20 millions, que ses employés québécois ont rejetés de façon éclatante, dans toutes les régions, dans des proportions variant de 83 à 100 p. cent, à Val D'Or.

«Ce document, c'est la pire fumisterie qu'on ait jamais vue. Demander un tel recul après 20 ans de travail...»

Prêts à négocier n'importe quand

«Mais on est toujours prêt à rencontrer Steinberg dans un cadre normal de négociations.»

«Les TUAC accepteraient de s'asseoir pour négocier ce dont la compagnie a besoin. Mais qu'elle commence par nous expliquer ses attentes.»

Pour l'instant, affirme François Lauzon, les membres sont pleinement satisfaits de leur convention qui ne se termine que le 21 septembre. Mais les deux parties peuvent commencer à renégocier 90 jours avant son expiration, tel que le prévoit la loi.

«Si Steinberg croit qu'elle peut arriver à un compromis, qu'elle convoque une ronde de négociations», rajoute François Lauzon.

Steinberg planifie cependant de vendre tous ses supermarchés, le plus rapidement possible, après les votes négatifs et positifs des employés du Québec et de l'Ontario. Son offre était finale.

La possibilité d'une ronde de négociation de la dernière chance avec le Local 500 des TUAC du Québec

fut toutefois évoquée, au lendemain du vote ontarien de dimanche.

«Ludmer ne veut pas vendre»

Irving Ludmer «ne veut pas vendre. J'en suis sûr», affirme Martin Kaufman, analyste spécialisé de la maison de courtage Nesbitt Thomson, qui connaît bien le président de Steinberg.

Ce dernier fut le fils spirituel du fondateur, Sam Steinberg, et depuis deux ans, il travaille à la rationalisation des activités du troisième géant de l'alimentation québécoise.

Mais ce sont les principaux actionnaires, les trois soeurs Steinberg, Mmes Dobrin, Cobrin et Alexander, qui seules peuvent trancher la question.

«C'est leur vie»

Lourde tâche car de l'ambivalence persisterait aussi au niveau de la famille. «Ce sont leur père et leur grand-père qui ont fondé Steinberg. C'est leur vie. Soudain il faudrait tout vendre», explique Martin Kaufman.

Le scénario de rationalisation et de démantèlement se poursuit donc rondement mais tout le monde s'assure aussi de prendre le temps de trouver la bonne solution.

Dans ce contexte, une ultime ronde de négociation avec le Local 500 du Québec n'est pas impossible.

Si Steinberg et le syndicat québécois en arrivaient à un compromis, les supermarchés ne seraient pas vendus, ni au Québec, ni en Ontario.

Mais les chances sont minces, reconnaît Martin Kaufman.

Steven Holt, du courtier Midland Doherty, s'attend à la vente de tous les supermarchés, un de ces jours...

«Le vote favorable a rendu les magasins ontariens plus attrayants pour les acheteurs.»

Steinberg ne peut toutefois vendre ses supermarchés québécois et conserver ses ontariens. Son pouvoir d'achat se verrait coupé de plus de moitié.

Il se retrouverait surtout dans la paradoxale situation de conserver son centre de distribution à Montréal pour approvisionner ses supermarchés ontariens...

Chute des ventes

Par ailleurs, citant le président du syndicat Tom Kukovica, la Presse Canadienne rapportait hier que les ventes hebdomadaires de Steinberg ont chuté de \$4 à \$5 millions, passant d'une moyenne de \$27 à \$29 millions à un chiffre se situant entre \$23 et \$24 millions.

«Les consommateurs n'aiment pas magasiner dans un endroit où le moral est au plus bas et où les employés n'ont pas l'air contents», a dit M. Kukovica.

La directrice des relations publiques chez Steinberg, Mme Claude Durand, a reconnu comme justes les estimations syndicales sur la chute des ventes.

Mme Durand a également souligné que l'entreprise annoncera d'ici quelques jours la fermeture de cinq autres magasins à Montréal.



Alain Dubuc

Banques: un relent de créditisme?

En tout Canadien sommeille un créditiste. On en a eu un exemple cette semaine quand des députés fédéraux des trois partis ont réussi à s'entendre sur un projet de loi qui régirait les tarifs que les banques exigent pour leurs services financiers.

On se souvient sans doute que l'ennemi juré des créditistes, c'était la «haute finance» et particulièrement son incarnation la plus maléfique, les grandes banques à charte.

En soi, il y a des abus et des incohérences dans les politiques tarifaires des banques: il fallait que quelqu'un fasse quelque chose pour nettoyer cela. Mais les propositions des députés membres du Comité permanent des finances sentent le populisme électoral.

Le projet de loi qu'ils ont déposé risque fort d'être plus efficace pour leur procurer facilement du capital politique sur le dos des banquiers que pour régler de façon concrète les problèmes des consommateurs.

LA JUNGLE BANCAIRE

Les travaux du Comité des finances et plusieurs études ont confirmé ce que les consommateurs ont découvert depuis quelques années. Le monde des services bancaires est devenu une vraie jungle, avec une multitude de genre de comptes, différents d'une banque à l'autre, et un nombre croissant de nouveaux services. On dénombre facilement une centaine de services différents: guichets automatiques, états de comptes, paiements, virements.

Rajoutez à cela des grilles de tarification qui changent tout le temps, qui varient selon les institutions et même selon les clients. Le bordel.

Et il y a eu, sinon des abus, du moins de la négligence coupable. Peu à peu, les gens ont souvent découvert l'existence de frais une fois qu'ils étaient prélevés sur leur solde bancaire. C'est enrageant. D'autres frais sont, en soi, choquants: comme les frais pour fermer son compte ou lorsque le solde est inférieur à \$200.

Ce qui est étonnant, c'est que les banques ne sont pas intervenues elles-mêmes pour mettre de l'ordre dans leur baraque. Par leur absence de transparence et leurs décisions impopulaires, elles ont ouvert la porte à l'intervention gouvernementale. Elles auraient pu éviter cela.

Ce qui est encore plus étonnant, c'est que les banquiers, pourtant bien connus pour leur sobriété et leur retenue, aient choisi comme porte-parole M. Robert MacIntosh, dont l'agressivité et les excès de langage défendent mal leur cause.

DE MEILLEURS SERVICES

Mais on ne peut pas tout expliquer par l'appétit vorace des banquiers. Les problèmes actuels s'expliquent en grande partie par les changements rapides qui ont bouleversé le monde bancaire et leur clientèle.

Il suffit de se rappeler les visites que l'on faisait à la banque il y a dix ou quinze ans pour voir que cela a beaucoup changé. Les services sont maintenant plus nombreux et de bien meilleure qualité. Les consommateurs y ont gagné au change avec les guichets automatiques, le développement des services hypothécaires, l'assouplissement du crédit, l'utilisation de la banque pour effectuer une foule de transactions. C'est tout à fait normal que cela se paye, et sans doute que le montant moyen de \$150-\$200 n'a rien d'indécemment.

Toutefois, on accepte mal de payer pour ces services parce que, pendant des années, tout cela était gratuit. Quand il y a gratuité, n'importe qui préfère le statu quo. Mais il faut se souvenir que les banques pouvaient autrefois offrir des services sans frais parce qu'ils disposaient d'autres façons de faire de l'argent. Les consommateurs, peu vigilants, avaient la fâcheuse tendance de laisser dormir leur argent dans des comptes qui ne rapportaient pas d'intérêt. Parce que la banque disposait ainsi de fonds gratuits, elle pouvait renvoyer l'ascenseur.

Enfin, ces services se sont multipliés à la faveur de l'informatisation et aussi de la concurrence que se livrent les institutions financières. C'est un jeu de saute-mouton où on lance de nouveaux services et on modifie les anciens pour devancer son concurrent. La jungle actuelle s'explique par le fait que la multiplication des services est un phénomène très récent, qui n'a pas encore été digéré.

DEBROUSSAILLER LA JUNGLE

Il n'en reste pas moins qu'il était temps de faire de l'ordre. Le Comité des finances le fait de façon maladroite. Par exemple, vouloir forcer les banques à offrir des comptes de base sans frais pour des services comme les dépôts, quelques chèques, des virements, n'est pas plus logique que de forcer les chaînes d'alimentation de distribuer gratuitement des carottes parce que c'est bon pour la santé.

Les mesures d'affichage obligatoire des changements de tarifs que propose le projet de loi s'imposent, quoique les banques devraient être capables de le faire sans y être forcées. Mais cela ne règlera pas tout: les listes de tarifs se liront aussi facilement qu'une déclaration d'impôt.

En fait, le nettoyage devrait se faire différemment. Si les banques mettent au point des formules où les clients paieront un montant forfaitaire pour une gamme de services, comme cela se fait avec les cartes de crédit, tout le monde y verra beaucoup plus clair. Les clients paieront quand même, mais ils le sauront à l'avance. Deuxièmement, si les différentes banques pouvaient réussir à s'harmoniser entre elles pour offrir des services comparables, les clients s'y retrouveraient plus facilement et pourraient comparer ce qui est offert par chacune d'entre elles.

Quant à toutes les mesures qui prônent la gratuité de certains services, cela ne donnera rien. Si les banques ne peuvent plus toucher \$700 millions en tarifs, elles récupéreront l'argent autrement, en revenant à leur technique classique pour obtenir des revenus, en augmentant l'écart entre les taux d'intérêt qu'elles offrent aux épargnants et ceux qu'elles exigent des emprunteurs.

Autrement dit, elles achèteront l'argent moins cher aux épargnants et le revendront plus cher aux emprunteurs. Et qui va payer la note? Les consommateurs.



Daniel Johnson

Il n'existe aucun plan de privatisation de la SAQ

Presse Canadienne
QUÉBEC

Le ministre de l'Industrie et du Commerce Daniel Johnson et son collègue délégué à la Privatisation Pierre Fortier affirment qu'il n'y a aucun plan à court terme de privatisation de la Société des alcools du Québec.

Ils réagissaient hier aux informations diffusées par Radio-Canada indiquant qu'un plan de privatisation est actuellement en préparation.

«Il n'y a rien au ministère de l'Industrie et Commerce, rien à la SAQ, et rien au Conseil exécutif en ce qui concerne la privatisation de la SAQ à brève échéance. Lorsqu'il y a velléité de privatisation, le gouvernement forme un comité conjoint où siège le ministre de la tutelle, le ministre délégué à la Privatisation et c'est public. À ce moment-ci, rien de la sorte n'est en marche», a déclaré hier M. Johnson, qui admet par ailleurs que la privatisation de la SAQ fait partie du programme de son parti.

Les informations auxquelles référaient Radio-Canada s'appuient sur le contenu d'un document que s'approprie à publier le ministre délégué à la Privatisation. Le document trace le bilan des réalisations du gouvernement en matière de Privatisation et établit les perspectives de cessions au secteur privé, dont la SAQ.

Au bureau du ministre Fortier, on indiquait hier que «rien n'est en branle» en ce qui a trait à la SAQ. M. Fortier n'a reçu aucune offre, ajoutait-on.

Quant au document, il sera rendu public dans les prochaines semaines.

Frais bancaires: consommateurs et banquiers sont aux antipodes

MIVILLE TREMBLAY

De façon prévisible, banquiers et consommateurs ont accueilli très différemment les recommandations du comité des Communes sur les frais bancaires.

Selon M. Claude Béland, président du Mouvement Desjardins, le comité des Communes «n'est pas allé au fond des choses» et ses recommandations sont «très surprenantes et excessives».

Il explique que la tarification des services est une façon de répartir les coûts d'opération en fonction des demandes et des exigences variées de la clientèle.

«Dans le passé, nous n'avions pas de frais de service et parmi nos membres, ceux qui ne faisaient pas beaucoup de transactions nous ont demandé pourquoi ils devaient payer du personnel additionnel pour servir les quelques personnes qui font 150 chèques par mois», affirme M. Béland.

Ce dernier estime que les caisses doivent améliorer leur transparence et simplifier leur tarification. Mais dans le Mouvement Desjardins, il appartient au conseil de chaque caisse de prendre ces décisions.

Parce que la situation varie beaucoup d'une caisse à l'autre, M. Béland juge «ridicules» les chiffres avancés par le président de l'Association des banquiers canadiens, M. Robert MacIntosh. Se basant sur une étude réalisée par les vérificateurs Coopers & Lybrand, ce dernier a prétendu que le prix médian pour un ensemble de quatorze services est presque trois fois plus élevé dans les caisses que dans les banques.

Des annonces, publiées dans les journaux par l'Association des ban-

quiers, reprennent ce même argument.

«Ces chiffres ne proviennent que de deux caisses et incluent des services qu'elles n'offrent même pas», réplique M. Béland.

Utilisant une autre base de comparaison qui comprend toutes les caisses populaires, M. Béland affirme que Desjardins tire 59 cents en frais de service pour chaque \$100 d'actif, tandis qu'en moyenne, les banques en tirent \$1,04.

M. Béland soutient également que si le gouvernement impose une réduction de certains frais administratifs, les institutions financières devront se refaire en versant des taux moins généreux sur les dépôts et en exigeant des taux plus élevés sur les emprunts.

Banque Nationale

«Le comité va beaucoup trop loin», renchérit M. André Bérard, président et chef de la direction de la Banque Nationale.

D'ici deux mois environ, la Nationale dévoilera une nouvelle politique de tarification, incluant notamment une façon plus simple et plus efficace de communiquer l'information à sa clientèle, ainsi que de nouveaux forfaits personnalisés comprenant une gamme de services.

Ce que propose le comité, soutient le banquier, c'est «d'inonder d'information le consommateur. Cela ne l'aidera pas et coûtera plus cher.»

Selon lui, les banques n'ont pas plus à fournir de services gratuits que ne le font les gouvernements pour le transport en commun ou pour les postes. De toute façon, toutes les banques offrent déjà des comptes de base avec un minimum de services gratuits.

En revanche, M. Bérard est d'acc-

Comparez les frais	COMPTE-CHEQUE						Compte-épargne à intérêt quotidien					
	Retrait au comptoir	Chèque	Retrait d'un guichet automatique	Retrait d'un guichet d'une autre banque	Arrêt de paiement	Chèque certifié	Chèque sans provision	Paiement de facture	Retrait au comptoir	Virement de fonds	Renouvellement d'hypothèque	Entretien d'un prêt personnel
Banque Royale	nil	0.40	nil	1.00	6.50	3.50	11.00	1.00	1.25	3.00	85.00	7.00
Banque de Montréal	0.50	0.50	0.50	1.50	5.00	3.00	13.00	0.95	0.50	4.00	85.00	5.00
Banque de Commerce	0.40	0.40	0.40	1.40	6.50	3.50	13.00	0.95	1.25	4.00	80.00	5.00
Banque Toronto Dominion	0.50	0.50	0.40	0.40	5.00	3.00	12.50	1.00	1.25	4.00	85.00	5.00
Banque Nouvelle-Ecosse	0.40	0.40	0.40	0.75	6.50	3.00	14.00	1.00	1.25	4.00	85.00	nil
Banque Nationale	0.32	0.32	0.90	1.15	5.00	3.00	10.00	1.00	1.15	4.00	24.00	5.00
Canada Trust	0.40	0.40	0.40	1.40	6.00	3.00	13.00	1.00	0.50	3.00	75.00	5.00
Trust Royal	0.50	0.50	0.50	1.00	5.50	3.50	14.00	1.00	0.50	5.00	75.00	nil

Frais de service au 1er janvier

Ces chiffres, compilés le 1er janvier 1988, donnent une indication générale de l'importance et de la variabilité des frais bancaires. Certaines données ont pu changer depuis, ou impliquer des conditions particulières impossibles à résumer dans un seul tableau. Pour l'ensemble des Caisses populaires, il n'y a pas de chiffres publics, car chaque établissement établit ses propres barèmes.

MONTRÉAL	TORONTO	DOW JONES	L'OR (NEW YORK)	DOLLAR CANADIEN
1636,90 (-7,13) (-0,43%)	3332,55 (-7,76) (-0,23%)	2054,59 (-20,62) (-0,99%)	\$460,00 (-2,90) (-0,62%)	\$0,8143 +25/100

ABRI FISCAL

Maximum 200 000 000 \$

Société en commandite Ressources NIM-1988

Parts de société en commandite

Prix de souscription: 100 \$ la part

Souscription minimale: 5 000 \$

Un placement fiscalement intéressant

L'investisseur dans la Société en commandite Ressources NIM 1988 recevra des déductions fiscales dont bénéficie l'exploration extractive au Canada.

Diversification de portefeuille

Un investissement dans les parts de la Société en commandite Ressources NIM 1988 procure aux investisseurs un portefeuille diversifié d'actions de sociétés extractives ouvertes.

Transfert d'actifs

L'actif de la Société en commandite Ressources NIM 1988 sera échangé contre des actions d'une nouvelle société d'investissement à capital variable qui investira principalement dans des titres de participation.

Gestion

MD Management Limited, filiale de gestion financière de The Canadian Medical Association, assurera la gestion de la société d'investissement à capital variable sur les conseils de Templeton Management Limited, Mackenzie Financial Corporation et Phillips, Hager & North Ltd.

Pour de plus amples renseignements sur cette nouvelle émission, veuillez communiquer avec un des bureaux canadiens des courtiers en valeurs mobilières soussignés.

Richardson Greenshields du Canada Limitée

Midland Doherty Limitée

Pemberton Securities Inc.

Burns Fry Limitée

RBC Dominion Securities Inc.

Un prospectus provisoire portant sur ces titres a été déposé auprès de la commission des valeurs mobilières ou de l'organisme de réglementation de chacune des provinces du Canada mais il n'est pas encore sous forme définitive aux fins d'un appel public à l'épargne. L'information qu'il contient est susceptible d'être modifiée. Cette annonce ne doit pas être interprétée comme un appel public à l'épargne relatif aux titres mentionnés ci-dessous dans aucune province du Canada. Cet appel public à l'épargne sera fait seulement dans les provinces où une commission des valeurs mobilières ou un organisme de réglementation aura octroyé son visa à l'égard du prospectus définitif.

ELDERS IXL CANADA INC.

AVIS DE DIVIDENDES

Avis est donné par la présente que le Conseil d'administration a déclaré le dividende suivant sur les actions de la Compagnie, qui sera payable le 30 juin 1988, aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 23 juin 1988:

Un dividende trimestriel de 0,484375 \$ par action sur les actions privilégiées de série A en circulation.

PAR ORDRE DU CONSEIL

Alan M. Hodge

Secrétaire trésorier

EN DATE du 7 juin 1988.

LES BRASSERIES CARLING O'KEEFE DU CANADA LIMITEE

AVIS DE DIVIDENDES

Avis est donné par la présente que le Conseil d'administration a déclaré les dividendes suivants sur les actions de la Compagnie, qui seront payables le 1er juillet 1988, aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 23 juin 1988:

1. Un dividende trimestriel de 0,55 \$ par action sur les actions privilégiées de série A en circulation;
2. Un dividende trimestriel de 0,6625 \$ par action sur les actions privilégiées de série B en circulation.

PAR ORDRE DU CONSEIL

Lori A. Ball

Secrétaire générale

EN DATE du 7 juin 1988.



BANQUE NATIONALE DU CANADA

DIVIDENDES

AVIS est, par les présentes, donné que les dividendes suivants sur les actions du capital social versé de la Banque ont été déclarés pour le trimestre se terminant le 31 juillet 1988. Ces dividendes seront payables à compter des dates indiquées ci-dessous :

- I) À compter du 1er août 1988
- aux actionnaires inscrits dans les registres de la Banque à la fermeture des bureaux le 29 juin 1988 :
 - 1. un dividende de 0,175 \$ l'action sur les actions privilégiées de premier rang, série 3;
 - 2. un dividende de 0,16 \$ l'action sur les actions ordinaires.

- II) À compter du 15 août 1988
- aux actionnaires inscrits dans les registres de la Banque à la fermeture des bureaux le 15 juillet 1988 :
 - 1. un dividende de 0,6719 \$ US l'action sur les actions privilégiées de premier rang, série 6.
 - 2. un dividende de 0,50 \$ l'action sur les actions privilégiées de premier rang, série 8.

Par ordre du conseil d'administration
La Vice-présidente affaires juridiques et secrétaire
LOUISE VAILLANCOURT-CHATELON
Montréal, le 26 mai 1988

YORBEAU

Les Ressources Yorbeau Inc. rappelle qu'elle tiendra son assemblée annuelle des actionnaires le 14 juin à 10h à l'Auditorium de la Bourse de Montréal, 4e étage, 800 square Victoria, Montréal.

VOTRE ENTREPRISE EST-ELLE BIEN PROTÉGÉE?

SALON PREVENTION PLUS



• Testez vos connaissances en santé et sécurité au travail avec le jeu interactif de la CSST

• Voyez les dernières nouveautés dans le choix de lunettes, masques

• Apprenez comment améliorer votre environnement de travail grâce à l'ergonomie

• En premier: nouveau système vidéo téléphonique pour éviter les vols

• Nouvelle invention danoise pour garder les conducteurs éveillés

9 au 13 juin
Palais des Congrès de Montréal
Jeudi au dim.: 12h à 22h • lundi: 11h à 17h

Adultes: 6 \$
Passport-affaires:
7 \$ pour 5 jours

en collaboration avec
Musée de la Télévision
Quatre Saisons



GROUPE LUNEBOURG LTÉE

Lunebourg, le Courtier Ltée recherche présentement des personnes pour combler 4 postes

**3 REPRÉSENTANT(E)S DES VENTES
1 DIRECTEUR(TRICE) DES VENTES**

Les personnes recherchées se sont illustrées en tant que leaders dans la vente et la sollicitation de produits financiers.

Les personnes recherchées sont échauffées, ambitieuses, tenaces et honnêtes; capables de fonctionner à l'intérieur d'une organisation de vente.

Les personnes recherchées inspirent la confiance au contact de la clientèle et démontrent beaucoup d'enthousiasme.

Cette entreprise, important courtier en contrats d'investissement évoluant dans le domaine des placements immobiliers, offre des possibilités de revenus nettement au-dessus de la moyenne pour une personne compétente possédant les qualifications requises.

EXIGENCES DU (DE LA) REPRÉSENTANT(E):

- Cours sur le commerce des valeurs mobilières
- Minimum de deux (2) ans d'expérience dans la vente de produits financiers tels que la société en commandite et d'autres produits financiers.
- Bilinguisme et compétence en tant que communicateur.
- Diplôme d'études universitaires (un atout).

EXIGENCES DU (DE LA) DIRECTEUR(TRICE):

- En plus de posséder les qualifications requises du poste de représentant(e), la personne possédant les qualités d'un chef, un bon sens de la planification et de l'organisation et un minimum de cinq (5) années d'expérience à titre de directeur(trice) dans une organisation similaire.

RÉMUNÉRATION:

- À discuter

Veuillez nous faire parvenir votre curriculum vitae à:

Lunebourg, le Courtier Ltée
A/s Monsieur Gilles Lemire
1600 A, boul. Saint-Martin est
Bureau 100
Laval, Québec H7G 4R8

**2045, RUE STANLEY
Face à l'immeuble Alcan
BUREAUX DE PRESTIGE**

AU COEUR DU CENTRE-VILLE

À LOUER

GESTION DAMBER LTÉE

844-6076**Econo-flashes****Mauvais départ pour la CANADIAN WESTERN**

■ Pour les six premiers mois de son exercice, la Canadian Western Bank déclare une perte de \$5,3 millions, sur des revenus de \$15,3 millions. Une bonne partie des pertes est attribuable aux coûts relatifs à la mise sur pied de la nouvelle banque. La Canadian Western Bank est issue de la fusion de deux mini-banques chancelantes de l'Ouest, la Banque de l'Ouest et du Pacifique et la Banque de l'Alberta. L'actif de la nouvelle banque est inférieur à \$300 millions. Pour améliorer sa situation financière, la Canadian Western Bank annonce la fermeture de deux bureaux et la mise à pied de 30 employés.

Bonne année pour LAPERRIÈRE ET VERRAULT

■ Le Groupe Laperrière et Verrault a doublé son bénéfice net et triplé ses ventes durant l'exercice financier qui vient de se terminer. Le bénéfice net est passé de \$1 à \$2 millions et le chiffre d'affaires est passé de \$12,3 à \$37,1 millions. Ceci représente un bénéfice net de 47 cents par action contre 27 cents l'année précédente. Le Groupe Laperrière et Verrault, qui se spécialise dans la production d'équipement forestier, attribue ces résultats à la conquête de nouveaux marchés (Nouvelle-Angleterre et Ontario). La compagnie a émis des actions en 1986 dans le cadre du REA. Vendues au prix unitaire de \$4, ces actions s'échangent présentement aux alentours de \$2,75.

Revirement chez LAFARGE

■ La société Lafarge Canada annonce un bénéfice net de \$2 millions durant le premier trimestre de son exercice, contre une perte nette de \$3,5 millions durant la période correspondante en 1987. De plus, le chiffre d'affaires de Lafarge Canada a augmenté de 15,8 p. cent, passant de \$121 à \$140 millions. Outre les ventes à la hausse, les facteurs qui ont contribué à la réduction de la perte au premier trimestre, par rapport à l'an dernier, ont été l'augmentation des prix de vente et la réduction des frais d'intérêts. Les effets négatifs de la baisse du volume des ventes aux États-Unis, de la hausse des coûts d'entretien et de l'augmentation des impôts sur le revenu au Canada ont en partie atténué les éléments favorables.

FORDING fait une soumission en Indonésie

■ Fording Coal, filiale de Canadien Pacifique, a annoncé qu'elle avait fait une offre au gouvernement indonésien pour construire et exploiter une mine de charbon dans la partie sud de l'île de Sumatra. Trois autres compagnies du Japon, de l'Allemagne et de l'Australie cherchent aussi à obtenir ce contrat qui inclut la fourniture de 2,4 millions de tonnes de charbon par année à une centrale thermique. La centrale, située à Surayala près de Djakarta, est propriété du gouvernement indonésien. Le président de la compagnie canadienne n'a pas voulu donner de détails quant au montant de la soumission mais il a tenu à préciser que la construction d'une mine semblable aux environs d'Edmonton coûtera plus de \$100 millions.

BELL augmente sa participation à MEMOTEC

■ Le groupe Bell a annoncé hier l'acquisition de 951 300 autres actions ordinaires de Memotec Data, durant la période allant du 12 février au 3 juin 1988. Bell possède maintenant près de 9,1 millions d'actions ordinaires de Memotec ainsi que d'autres titres, convertibles en 6,5 millions d'actions ordinaires additionnelles, ce qui représente au total une participation de 31,3 p. cent sur une base complètement diluée. Jusqu'à 1,47 millions d'actions ordinaires peuvent être achetées au cours de la période se terminant le 28 octobre 1988, soit moins de cinq p. cent des actions ordinaires émises et en circulation de Memotec.

**Les Américains ont confiance en leur économie**

■ La confiance des consommateurs dans l'économie américaine a encore progressé en mai pour se situer à son plus haut niveau depuis près de 19 ans, selon le Conference Board, important organisme d'études économiques américain. L'indice de confiance, calculé à partir d'un sondage auprès de 5 000 ménages américains, a atteint 119,2 points en mai alors qu'il était tombé à 100,8 points en novembre dernier à la suite du krach boursier. Le Conference Board explique cette confiance notamment par « la faible niveau du chômage et l'augmentation du pouvoir d'achat ».

ICG GAZ aide la recherche sur la culture en serres

■ La compagnie ICG Gaz liquide annonce qu'elle s'associe à l'université Laval pour un projet de recherche de \$750 000 sur les cultures en serres. Le projet, d'une durée de trois ans, consistera à évaluer la performance énergétique, bio-climatique et horticole, de générateurs catalytiques fonctionnant au gaz propane. Ces générateurs aideront la culture de légumes et de plantes ornementales. Ces recherches s'inscrivent dans le cadre de la nouvelle politique de la compagnie qui désire, en aidant le développement de la culture en serre, promouvoir la création d'emplois et aider la province à se diriger vers l'autosuffisance alimentaire. D'autres partenaires participeront au projet dont Les serres Filclair de France, Les éclairages « P.L. Light » et une compagnie de chauffage catalytique.

Nouvelle association de distribution alimentaire

■ L'Association des détaillants en alimentation du Québec devient le porte-parole unique de toute la distribution alimentaire au Québec. En plus de continuer à représenter les détaillants indépendants, l'ADA représentera aussi les grossistes du Québec pour toutes les questions qui touchent le marché québécois de la distribution alimentaire. L'ADA sera maintenant connue sous l'appellation « Association de la distribution alimentaire du Québec ». L'entente avec le Conseil canadien de la distribution alimentaire prévoit également que ce dernier représentera la nouvelle association pour les questions d'ordre national.

**MATCO MART: le bénéfice net en baisse de moitié**

■ Même si son chiffre d'affaires a augmenté de 18,8 p. cent pour se situer à \$19 millions au cours de six premiers mois de son exercice, le bénéfice net de Matco Mart a baissé de moitié par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ceci représente un bénéfice net de 3,1 cents l'action par rapport à un 6,2 cents l'année précédente. Les actions de la compagnie, qui ont été inscrites à la Bourse de Montréal dans le cadre du REA au prix unitaire de \$2,50, valent aujourd'hui \$1,75. Membre du groupe Ro-Na, Matco Mart est un distributeur de matériaux de construction et de rénovation domiciliaire, situé dans la région de Montréal.

**Léger ralentissement de l'économie japonaise**

■ La croissance économique du Japon ralentit sensiblement mais l'expansion paraît encore suffisamment soutenue pour se poursuivre dans les années à venir, estiment à la fois le gouvernement et des économistes privés. Ce ralentissement, selon les analystes, est imputable à l'extinction prochaine du boom immobilier et de la croissance rapide des dépenses publiques de construction. Toutefois, l'augmentation des dépenses d'investissement des sociétés ainsi que des dépenses de consommation des ménages viendraient contrebalancer ce phénomène. Un économiste gouvernemental prévoit une croissance de l'ordre de 2 à 2,5 p. cent au premier trimestre de 88 et de 0,5 p. cent pour le deuxième. Au dernier trimestre de 87, la croissance était de 1,7 p. cent.

TRUST ROYAL augmente ses taux hypothécaires

■ Le Trust Royal a annoncé hier une augmentation d'un quart de point de pourcentage de ses taux d'intérêt sur les hypothèques de six mois, un, deux et trois ans. Les taux sur les hypothèques de quatre, cinq, et sept ans demeurent inchangés. Les nouveaux taux sont donc les suivants: 10,75 p. cent pour un an à échéance fixe, 11 p. cent pour deux ans, 11,75 pour 7 ans. Le Trust Royal continue de conseiller à ses clients de choisir les hypothèques à plus longue échéance, car, comme l'explique M. Jacques Lebeuf, vice-président aux prêts: « Nous nous attendons à ce que les taux augmentent d'ici la fin de l'année. »

Voici jusqu'à quel point nous donnons de l'intérêt à votre Certificat de Placement Garanti.

10 1/2%

Taux pour 5 ans

MONTANT MINIMUM DE 1000 \$

Taux sujets à confirmation.

Renseignez-vous sur nos primes pour le 3ième âge.

Fiducie La Métropolitaine

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec

5 Place Ville Marie
Bureau 1234
Montréal, Québec
H3B 2G2
866-1071

La caisse de retraite d'Hydro-Québec confiée à l'entreprise privée?

La politique de placement de la neuvième plus importante caisse au pays, avec \$2,7 milliards, est actuellement remise en question

PAUL DURIVAGE

La caisse de retraite des employés d'Hydro-Québec, la neuvième plus importante au Canada avec près de \$2,7 milliards d'actif, veut se donner plus de nerf. Aussi, elle pourrait bien imiter l'exemple de la Ville de Montréal et confier à l'entreprise privée la gestion d'une bonne partie de la cagnotte.

«Toute notre politique de placement, qui date de 1980, est présentement remise en question. Il est en outre vraisemblable que nous allions en appel d'offres», a confié à La Presse, M. Pierre Olivier, qui avec une équipe de six professionnels est responsable de la gestion du fonds de pension des 19 017 employés participants.

M. Olivier a précisé que déjà près de \$500 millions, soit la

quasi-totalité du portefeuille d'actions canadiennes de la caisse collective, sont déjà sous la responsabilité de ressources externes. Mais on peut encore difficilement parler de gestion externe puisqu'il s'agit d'un placement dans un fonds passif.

Suivant la théorie qu'il est vain de vouloir faire mieux que le marché boursier dans son ensemble, la caisse a investi en effet dans un fonds indicatif reproduisant essentiellement la composition de l'indice TSE-300 de la Bourse de Toronto. La Caisse de retraite des employés de l'université Laval compte également sur un fonds indicatif pour sa partie en actions canadiennes.

«Notre approche au départ était de privilégier la prudence. C'était la première étape, nous préparons maintenant la deuxième», explique M. Olivier laissant

entendre que la caisse pourrait maintenant se faire plus agressive et essayer de battre le TSE-300 en recourant à une gestion active de son portefeuille d'actions.

La caisse veut en même temps augmenter son exposition au marché boursier, ce qui rend d'autant plus vraisemblable le recours à des ressources externes. Les gestionnaires attirés de la caisse de retraite d'Hydro se sont pour leur part fait une véritable

spécialité des obligations et autres titres de dette ces dernières années.

Seulement 20 p. cent de l'actif est présentement investi en actions. Suivant les plans de la «phase un», on vise 25 p. cent d'ici la fin de l'année, soit sensiblement le niveau d'avant le krach du 19 octobre dernier. C'est néanmoins toujours faible par rapport à la pratique générale dans l'industrie, certaines caisses

ayant jusqu'à 60 p. cent de leurs avoirs d'investi en Bourse.

Peu investi en actions, elle a évidemment particulièrement bien encaissé le krach d'octobre dernier. «Elle serait par contre particulièrement vulnérable advenant une reprise de l'inflation», lance spontanément M. Olivier manifestement insatisfait de la distribution actuelle de l'actif. La caisse a obtenu un rendement de 12,3 p. cent au cours des

quatre dernières années, ce qui la situe dans la moyenne.

La Ville de Montréal doit pour sa part annoncer demain les noms des gestionnaires indépendants qui se répartiront la gestion de la totalité de la caisse commune de ses employés, une cagnotte de près de \$887 millions. On s'attend dans l'industrie à ce que quatre candidats soient retenus parmi les douze soumissionnaires.

Une nouvelle entente Gaz Métro-Western Gas se traduirait par une baisse de tarifs

RUDY LE COURS

Après un premier échec, une deuxième entente de principe entre Gaz Métropolitain et le courtier albertain Western Gas Marketing (WGM) devrait se traduire par une baisse de tarifs pour la majorité des utilisateurs.

À la demande de WGM, les représentants de Gaz Métro refusent d'en dévoiler la teneur. La première entente conclue cet hiver prévoyait que le prix payé par Gaz Métro aux producteurs de l'Ouest pour les clients résidentiels et commerciaux se rapprocherait de celui payé pour les industriels, soit \$1,35 le gigajoule. Gaz Métro paye présentement \$2,59 le gigajoule le gaz destiné à ses clients résidentiels et ce, jusqu'au 31 octobre.

Contre toute attente, cette entente de principe a été rejetée par les producteurs représentés par WGM.

Cette fois-ci, assure M. Michel Roy, porte-parole de Gaz Métro, elle devrait passer. Sans quoi, le distributeur québécois n'aura d'autre choix que de se présenter devant l'Office national de l'énergie pour lui demander de négocier ses approvisionnements avec des producteurs indépendants.

Selon M. Roy, la nouvelle entente devrait assurer à Gaz Métro un meilleur prix, avantage que la société pourra refiler à ses clients.

Coûts de livraison

Toutefois, une baisse du prix du gaz naturel ne signifie pas que les tarifs payés par les consommateurs baisseront d'autant puisque la facture comprend également les coûts de distribution et de livraison du gaz.

Ainsi, un client résidentiel paye \$4,57 le gigajoule ce qui signifie que 56,7 p. cent de sa facture vient des frais de distribution.

Or, Gaz Métropolitain vient de demander à la Régie québécoise

de l'électricité et du gaz (RÉG) une hausse de \$49,2 millions (9,8 p. cent) de ses coûts de distribution réclamés à sa clientèle qui, avec la hausse de \$30 millions (3,1 p. cent) consentie l'an dernier, porte à \$79,2 millions l'augmentation en deux ans.

De cette somme, \$55,2 millions serviront uniquement à payer de l'impôt, la société ne pouvant plus les reporter comme par les années passées lorsqu'elle agrandissait son réseau par le biais d'acquisitions comme Gaz intercity.

À la RÉG, M. Bernard Cloutier précise que les décisions antérieures de l'organisme ont accordé au monopole un peu moins que ce qu'il demandait. La décision est attendue vers la fin de l'été.

Quand on combine les baisses anticipées du coût du gaz et la hausse appréhendée des coûts de distribution, M. Roy demeure convaincu que la facture de la majorité des usagers résidentiels, qui représentent à peine 10 p. cent de la clientèle de Gaz Métro, devrait baisser.

BAROMÈTRE

Statistiques économiques

			Variation en % par rapport au mois précédent	Variation en % par rapport à l'année précédente
PRODUCTION				
Produit intérieur brut (\$millions 1981)	Mars	390 599,4	0,9	4,4
Production industrielle (\$millions 1981)	Mars	112 392,3	0,6	6,0
Exportations (\$millions)	Mars	11 594,6	3,7	10,1
Importations (\$millions)	Mars	11 016,4	10,2	17,2
Commandes des fabricants (\$millions)	Fév.	22 543,0	-2,8	4,7
Mises en chantier (taux annuel, milliers)	Mars	215,0	10,8	-16,7
Permis de const. (\$millions-Québec-)	Déc.	491,8	-42,4	-14,1
Ventes au détail (\$millions-Québec-)	Fév.	3 382,7	-1,7	11,7
Ventes d'automobiles (unités-Québec)	Mars	22 833	82,2	7,6
REVENUS ET SALAIRES				
Gains heb. moyens (\$* (Canada)	Fév.	456,19	0,37	4,51
Gains heb. moyens (\$* (Québec)	Fév.	446,64	0,82	5,76
EMPLOI				
Emplois (milliers) - Québec	Avril	3 005	-0,8	1,7
Chômeurs (milliers) - Québec	Avril	315	1,0	-9,2
PRIX				
IPC* (1981 = 100)	Avril	142,5	0,4	4,0
Produits industriels* (1981 = 100)	Avril	126,3	0,2	4,2
FINANCE				
Masse monétaire (M1, \$millions)	Avril	36 067	-0,2	2,3
Prêts généraux (\$millions)	Avril	140 085	0,9	11,7

Données trimestrielles

			Variation en % par rapport au trimestre précédent	Variation en % par rapport à l'année précédente
Comptes nationaux (en milliards de dollars)				
Consommation (\$milliards 1981)	4	240,4	1,4	5,5
Immobilisations résidentielles	4	101,7	3,7	15,1
non-résidentielles	4	30,6	-1,1	12,5
Gouvernement	4	31,9	5,2	11,4
Exportations	4	77,5	0,5	2,8
Importations	4	146,8	5,8	7,7
PNB	4	138,8	10,4	15,8
Revenus personnels (\$ nominaux)	4	431,6	1,5	5,7
Bénéfices avant impôts (\$ nominaux)	4	477,8	2,4	8,4
Bénéfices après impôts (\$ nominaux)	4	61,5	5,3	26,2
Balance des paiements (\$nominaux)				
Balance Commerciale	4	-2 714	151,3	25,6
Taux de chômage au Canada (%)	Avril	7,7	7,8	9,2
Taux de chômage au Québec (%)	Avril	9,5	9,3	10,5
Taux d'escompte* (hebdomadaire)		9,49		
Balance des invisibles (\$millions)	4	-5 481	-3 443	-5 991
Balance courante (\$millions)	4	-2 714	-1 080	-2 160
Créances canadiennes flux net(\$nominaux)	4	-1 937	-3 798	-2 690
Compte de capital, flux net(\$nominaux)	4	4 477	3 156	4 878

Source: Statistique Canada CANSIM (Information: 514-283-5725)
* données non-saisonnalisées

AVIS IMPORTANT AUX PROPRIÉTAIRES DE BMW

Ne vous en faites surtout pas au sujet de votre voiture! Il n'y a rien qui cloche. De fait, vous possédez l'une des meilleures voitures qui soient. Mais, sans vouloir nous vanter, il existe une voiture qui lui est facilement égale, peut-être même supérieure: la Saab 9000, version Turbo ou modèle S. Nous n'oserions cependant jamais vous demander de nous croire sur parole; voilà pourquoi nous vous offrons une Saab à conduire non seulement pour quelques heures, mais pour 72 heures! Selon nous, il faut au moins trois jours pour établir une relation entre un conducteur et sa voiture. Par contre, il y a toujours possibilité de coup de foudre. Consultez votre concessionnaire Saab pour obtenir les détails.

L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES SAAB

AUTO ROBERT BARRELL INC.
11355 CÔTE-DE-LIESSE
DORVAL 631-4387

GARAGE LAVIGNE INC.
37 RUE STE-ANNE
STE-ANNE-DE-BELLEVUE 457-5537

SAAB ÉLEGANTE
16 RUE RABASTELLIÈRE EST
ST-BRUNO 653-6920

SAAB ÉLEGANTE
4350 MÉTROPOLITAIN EST
ST-LÉONARD 374-6550

LE SYMBOLE CI-DESSUS EST UNE MARQUE DÉPOSÉE DE BMW CANADA INC

DE MIEUX EN MIEUX

10 1/4% sur C.P.G. d'un an

Dépôt minimum de 1 000 \$

9 1/4% sur les dépôts TF364 ENCAISSABLE APRÈS 61 JOURS SANS PÉNALITÉ

TRUST FINANCIAL
D'UN Océan à l'AUTRE CENTRES FINANCIERS

MONTRÉAL
1150 de Maisonneuve Blvd. W.
288-4866

Taux d'intérêt sujet à changement.

“UN CADRE RESPECTABLE NE PEUT SE PERMETTRE DE NEGLIGER SA SANTÉ”

Le centre Cardio-Action ne ressemble en rien aux autres centres d'entraînement au Canada. Nos services sont expressément adaptés aux besoins des cadres et des professionnels

de 35 ans et plus. Selon les statistiques, ces hommes et femmes font partie de la catégorie à plus haut risque d'attaques cardiaques, d'hypertension et d'apoplexie. Au centre Cardio-Action,

nous mettons davantage l'accent sur l'entraînement cardio-vasculaire - le traitement le plus efficace pour prévenir les attaques cardiaques, l'hypertension et les autres maladies reliées au stress. Concrètement, nous obtenons ce résultat par le biais de programmes d'entraînement spécifiques adaptés aux besoins de chacun.

Le centre Cardio-Action est un établissement ultra-moderne stratégiquement situé dans le quartier des affaires du centre-ville de Montréal.

Téléphonez aujourd'hui même à 393-8777 pour plus de renseignements et notre brochure.



Centre Cardio-Action INC.
CONDITIONNEMENT EXÉCUTIF-EXECUTIVE FITNESS

800 Blvd. René Levesque W. 393-8777

Des milliers de Canadiens attendent le don d'un organe qui pourrait leur sauver la vie. La Fondation canadienne du rein vous incite fortement à signer une carte de don d'organes.

VERS UN AUTRE SUCCÈS ...

SALON INTERNATIONAL de L'INFORMATIQUE et du BUREAU de MONTRÉAL
8, 9 ET 10 JUIN 1988
PLACE BONAVENTURE
MONTRÉAL, QUÉBEC

NE RATEZ PAS CETTE OCCASION UNIQUE DE VOIR, COMPARER ET ACHETER LES PLUS RÉCENTS PRODUITS D'INFORMATIQUE ET DE BUREAUTIQUE.

TOUS LES TYPES D'ORDINATEUR
- LOGICIELS
- ÉQUIPEMENTS PÉRIPHÉRIQUES
- COMMUNICATION
- SERVICES
- ÉQUIPEMENTS ET FOURNITURES DE BUREAU
- MOBILIER

SIIM 88 - LE PLUS IMPORTANT SALON D'INFORMATIQUE AU QUÉBEC
- CONFÉRENCES DE L'ACI, LE JEUDI 9 JUIN - INFORMATION (514) 662-1420
RÉSERVE AUX GENS D'AFFAIRES DE 18 ANS ET PLUS

PARRAINÉ PAR l'Association Canadienne de l'Informatique

ORGANISÉ ET PRODUIT PAR (514) 288-8811 (416) 274-5505

Gagnez un Macintosh™ Plus Gracieuseté du SIIM 88 et de MICRO ROUTIQUE
Détails au stand #430

EN COLLABORATION AVEC INFORMATIQUE & BUREAUTIQUE

La bourse

Vague de prises de profits

Une vague de prises de profits a fait baisser les cours aux Bourses de New York, Toronto et Montréal, à la suite de séances particulièrement positives ces derniers temps.

Le Dow Jones, qui avait gagné presque 119 points au cours des cinq dernières séances, a perdu 20,62 points à 2 054,59 points.

À Toronto, le TSE 300 a terminé la journée en baisse de 7,76 à 3 332,55. Huit des 14 sous-indices ont perdu du terrain, les aurifères et les services financiers notamment.

Montréal a reculé de 7,13 à 1 636,90. Partout, l'activité a été modérée.

Selon un négociateur sur le parquet à New York, le volume des transactions a commencé à diminuer dès que les actions ont commencé à baisser de façon marquée, ce qui est un signe encourageant.

La Chapelle Darblay: les dirigeants de Cascades à Paris pour trouver une issue à la mésalliance avec la société Pinault

JEAN-PAUL BURY de la Presse Canadienne PARIS

Le président de Cascades, Bernard Lemaire, et le secrétaire de la compagnie Jacques Aubert, sont arrivés au siège de Cascades S.A. à Paris il y a plusieurs jours pour tenter de tirer les choses au clair avec la société Pinault, à la suite de leur mésalliance dans la reprise du plus gros producteur français de papier journal, La Chapelle Darblay.

On sait déjà que les deux partenaires sont au bord du divorce. Les deux compagnies avaient constitué La franco-canadienne des papiers afin d'investir dans un premier temps quelque \$200 millions dans La Chapelle Darblay. MM. Lemaire et Aubert sont venus avec leurs avocats pour tenter de tirer les choses au clair et de mettre fin au plus vite à leur mésalliance. Les frères Lemaire auraient

déjà proposé au juge Bret, qui préside le tribunal de commerce de Nanterre, près de Paris, et qui doit trancher le différend entre les deux compagnies, de reprendre à eux seuls La Chapelle Darblay ou de s'associer à d'autres partenaires. Mais pour l'heure, le juge n'a pas encore fait connaître sa décision et l'augmentation de capital qui devait permettre de poursuivre le redressement d'exploitation des deux grandes usines normandes de production de papier, à hauteur de \$70 millions, n'a toujours pas été autorisée par le ministère français des Finances.

Cascades étant une compagnie de droit étranger, le Trésor français, le ministère de l'économie et des finances, se réserve en effet le droit de donner son feu vert et bloque donc, pour le moment, toute opération.

Il faut dire qu'en pleine période électorale les décisions gouvernementales n'échappent pas non plus à des considérations plus politiques d'autant que François Pi-

nault, le patron du grand groupe français qui porte son nom est aussi connu pour être l'un des plus fidèles supporters de l'ancien premier ministre gaulliste Jacques Chirac, dernièrement battu lors de l'élection présidentielle. À l'heure où les leviers de commandement viennent de changer de nouveau de mains en France, les pouvoirs publics obéissent, comme c'est souvent le cas en pareille période, à des choix stratégiques. Les frères Lemaire en font aussi l'amère expérience. C'est peut-être aussi ce qui a poussé Bernard Lemaire à confier dernièrement qu'il n'envisageait aucune autre acquisition en France.

En trois ans et après le rachat de trois usines avec lesquelles ils s'étaient déjà assurés la production de 60 p. cent du carton fabriqué en France, les frères Lemaire étaient sur le point, avec La Chapelle Darblay de contrôler la majeure partie de la production française de papier-carton. Mais la partie s'annonce plus serrée que prévue.

L'offre du Koweït: le deuxième actionnaire de Consol ne s'est pas encore prononcé

D'après Dow Jones

Un porte-parole du groupe britannique Associated Newspapers Holdings, à Londres, a fait savoir

hier que sa compagnie n'a pris aucune décision à l'égard de l'offre du Koweït Investment Office (KIO) sur les actions de la papetière montréalaise Consolidated Bathurst.

L'Associated Newspapers détient une participation de 15,1 p. cent dans la Consol, ce qui en fait son deuxième actionnaire, assez loin derrière le bloc de 40 p. cent du groupe Power.

Lundi, le KIO a annoncé une offre publique d'achat portant sur 10,5 millions d'actions en circulation de la Consol, au prix unitaire de \$19, pour un montant total de \$200 millions. Ce bloc représente une participation de 10,3 p. cent. L'offre du KIO a l'appui de la direction de Power, qui a l'intention de conserver son bloc de 40 p. cent. Les Koweïtiens visent donc des actions sur le marché libre, à l'exception de celles détenues par Power.

Si l'Associated Newspapers n'a pas pris de décision, le porte-parole officiel a néanmoins déclaré que cela faisait partie de sa stratégie que de détenir un bloc important dans une papetière comme la Consol.

Le Groupe Platine la Fosse investira \$8 millions en 88

RICHARD DUPAUL

Après un dernier exercice consacré «à recenser ce que nous avons en main», le Groupe Platine de la Fosse franchit un pas de plus et investira \$8 millions en travaux d'exploration au cours de 1988, a affirmé hier son président, M. Peter Ferderber, quelques minutes avant l'assemblée annuelle de la compagnie.

La Fosse, dont les propriétés minières sont concentrées dans la région semi-arctique située au nord de Schefferville, au Labrador, souhaite identifier entre 8 à 10 millions de tonnes de minerai contenant des dépôts de nickel, de cuivre, d'or, de palladium et de platine. La majeure partie des travaux auront lieu sur la propriété de Blue Lake, située au nord-est de Schefferville en territoire québécois.

Au moment où l'on se parle, la société a déjà engagé la moitié de son budget d'exploration de 88, soit quelque \$4 millions. Comme pour la première tranche, Groupe Platine espère financer la deuxième tranche de son programme d'exploration par voie d'une émission d'actions adhésives émises par une société en commandite qui reste cependant à déterminer. Le financement devrait avoir lieu avant la fin de l'été.

Concentrateurs

Comme son nom l'indique, la Fosse est surtout vouée à la délimitation de gisements économiquement exploitables de minerai de platine. Les prospecteurs de la Fosse évaluent que la minéralisation de platine s'étend sur la totalité des 400 kilomètres de longueur de la fosse du Labrador.

«Une fois que nous aurons identifié suffisamment de minerai, ce qui devrait être à l'automne, nous serons en mesure d'entreprendre des études de faisabilité pour la construction

de deux concentrateurs (d'une capacité de 4 000 tonnes par jour), a déclaré M. Ferderber. Le premier produira un concentré à base de cuivre et l'autre, un concentré à base de nickel (qui contient le palladium et la platine).

La construction de ces équipements devraient coûter à la Fosse entre \$50 et \$60 millions. À vue de nez, M. Ferderber estime que l'aventure sera rentable si la compagnie réussit à produire ses concentrés à un coût de \$200 par tonne. La Fosse a déjà entrepris des discussions avec plusieurs acheteurs, dont certains se trouvent au Canada et en Europe. Selon M. Ferderber, l'entrée en production pourrait avoir lieu deux ans après le début de la construction des concentrateurs.

Toutefois, selon l'analyste Gaétan Morin, de la firme Valeurs mobilières Pemberton, cette prévision est quelque peu optimiste. Selon lui, il faudrait plutôt calculer quatre ou cinq ans en temps normal avant de penser à une production de platine au Québec. «Les propriétés de la Fosse sont situées en région éloignée, ce qui implique des travaux, des infrastructures et des coûts très importants», de dire M. Morin.

S'il convient que Groupe Platine est l'une des sociétés minières «les plus avancées» dans l'exploration de platine au Québec, son titre n'en reste toutefois pas un placement «très spéculatif».

À ses actionnaires, le PDG a dit que la Fosse s'était concentrée en 1987 à développer un actif solide, c'est-à-dire des réserves de minerai, des finances saines et des données techniques. Vers la fin de l'exercice, la Fosse a acheté toutes les actions de Hollinger North Shore Exploration, dont l'actif comprenait une base d'hydraulique près de Schefferville, ainsi qu'un ensemble de 22 gisements de minerai de fer entièrement explorés.

NOMINATION



Monsieur Alain Marcoux

Monsieur Gilles Léveillé, président du Centre de psycho-éducation du Québec, est heureux d'annoncer la nomination de Monsieur Alain Marcoux au poste de directeur général du Centre de psycho-éducation du Québec.

Le Centre de psycho-éducation du Québec est un organisme de consultation, de formation et de recherche appliquée. Il offre différents services aux établissements des réseaux public et privé: sélection, évaluation et formation de personnel (intervenant auprès de personnes en difficulté), analyse de besoins, élaboration et évaluation de programmes.

Produits Forestiers Canadien Pacifique Limitée



M. Cecil S. Flenniken M. Charles J. Carter

Les membres du Conseil d'administration de Produits Forestiers Canadien Pacifique Limitée annoncent la nomination de M. Cecil S. Flenniken au poste de président du Conseil, et celle de M. Charles J. Carter au poste de vice-président du Conseil.

Ces nominations font suite à la décision prise par une majorité d'actionnaires de Great Lakes Forest Products Limited, lors de l'assemblée annuelle et spéciale des actionnaires tenue le 2 juin dernier, de fusionner CIP Inc. et Great Lakes Forest Products Limited pour former une nouvelle société qui porte le nom de Produits Forestiers Canadien Pacifique Limitée. Canadien Pacifique Limitée est propriétaire de 79,68% des actions de la nouvelle société. Entreprise intégrée de produits forestiers d'envergure internationale, Produits Forestiers Canadien Pacifique Limitée possède des installations d'un océan à l'autre. Les actions de la société nouvellement formée sont inscrites aux Bourses de Montréal et de Toronto.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

Grid of small advertisements for various services including real estate, finance, and business opportunities.

Large advertisement for Place Lunenburg, a commercial building project in Laval, Quebec, featuring architectural drawings and project details.

Advertisement for LUNEBOURG LE COURTIER LTÉE, a real estate brokerage, including contact information and a list of services.

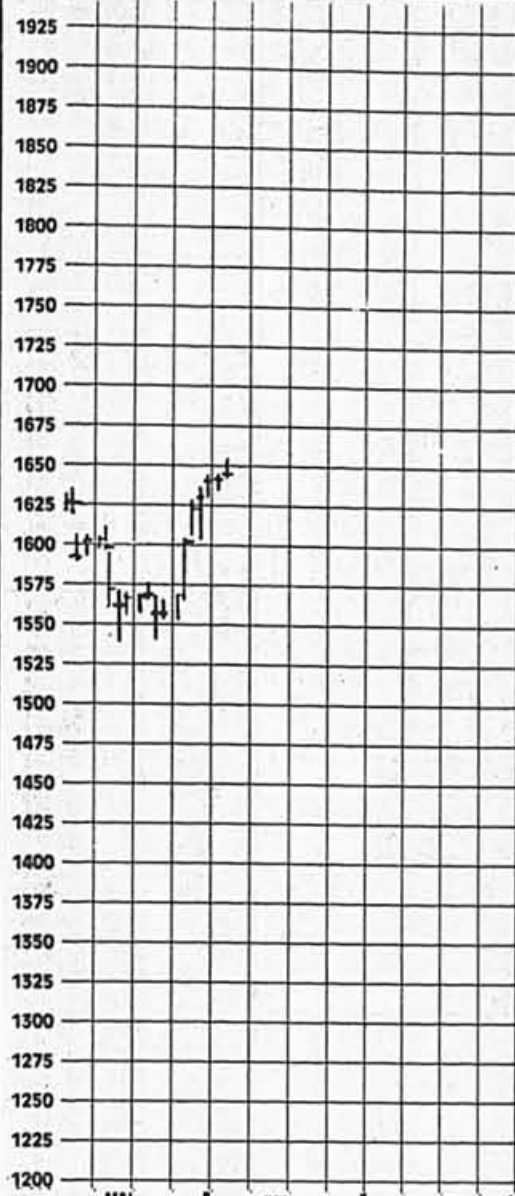
Advertisement for ENTREPRISE DE TÉLÉ-MARKETING, offering services for increasing sales and business growth through telemarketing.

MONTRÉAL

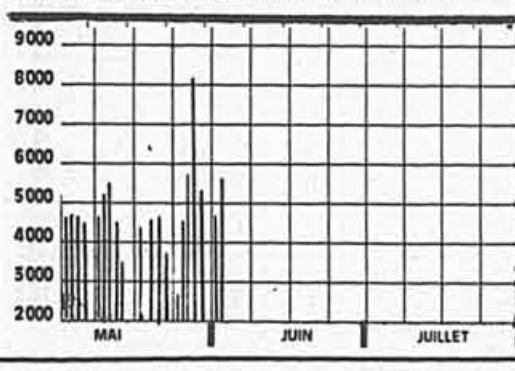
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 1682,71 Fermeture: 1636,90 Bas: 1636,28

(Indice canadien 25 titres)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 5 788 000



INDICES DE MONTRÉAL

Table listing various market indices such as MARCHÉ CANADIEN (XXM), MARCHÉ BANCAIRE (XCB), MINES-MÉTALLS (XCM), HYDRO-CARB. (XCO), etc., with their respective values and changes.

NOTE: Cote en cents sauf lorsque indiqué S; f=actions non votantes; V=titre limite ou restreint; u=titre nég; t= en dollars US; Z=lot irrégulier.

Main table of stock prices for Montreal, organized in columns A/B, C/D, G/H, I/J, K/L, M/N, O/P, Q/R, S/T, U/Z. Each entry includes the stock symbol, current price, and daily change.

INDICES DE MONTRÉAL

Table listing various market indices such as MARCHÉ CANADIEN (XXM), MARCHÉ BANCAIRE (XCB), MINES-MÉTALLS (XCM), HYDRO-CARB. (XCO), etc., with their respective values and changes.

NOTE: Cote en cents sauf lorsque indiqué S; f=actions non votantes; V=titre limite ou restreint; u=titre nég; t= en dollars US; Z=lot irrégulier.

Main table of stock prices for Montreal, organized in columns A/B, C/D, G/H, I/J, K/L, M/N, O/P, Q/R, S/T, U/Z. Each entry includes the stock symbol, current price, and daily change.

INDICES DE MONTRÉAL

Table listing various market indices such as MARCHÉ CANADIEN (XXM), MARCHÉ BANCAIRE (XCB), MINES-MÉTALLS (XCM), HYDRO-CARB. (XCO), etc., with their respective values and changes.

NOTE: Cote en cents sauf lorsque indiqué S; f=actions non votantes; V=titre limite ou restreint; u=titre nég; t= en dollars US; Z=lot irrégulier.

Main table of stock prices for Montreal, organized in columns A/B, C/D, G/H, I/J, K/L, M/N, O/P, Q/R, S/T, U/Z. Each entry includes the stock symbol, current price, and daily change.

INDICES DE MONTRÉAL

Table listing various market indices such as MARCHÉ CANADIEN (XXM), MARCHÉ BANCAIRE (XCB), MINES-MÉTALLS (XCM), HYDRO-CARB. (XCO), etc., with their respective values and changes.

NOTE: Cote en cents sauf lorsque indiqué S; f=actions non votantes; V=titre limite ou restreint; u=titre nég; t= en dollars US; Z=lot irrégulier.

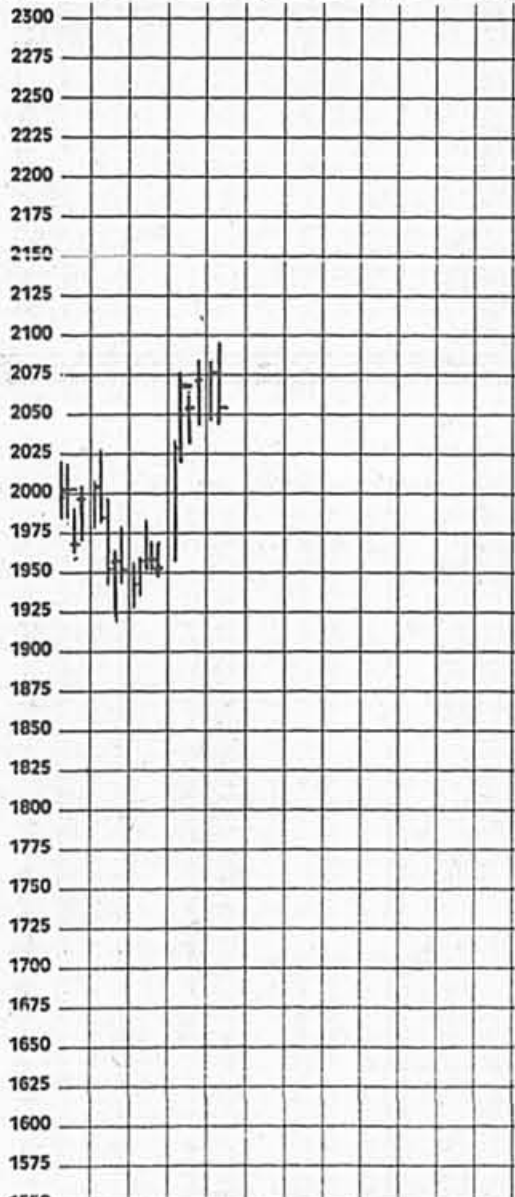
Main table of stock prices for Montreal, organized in columns A/B, C/D, G/H, I/J, K/L, M/N, O/P, Q/R, S/T, U/Z. Each entry includes the stock symbol, current price, and daily change.

NEW YORK

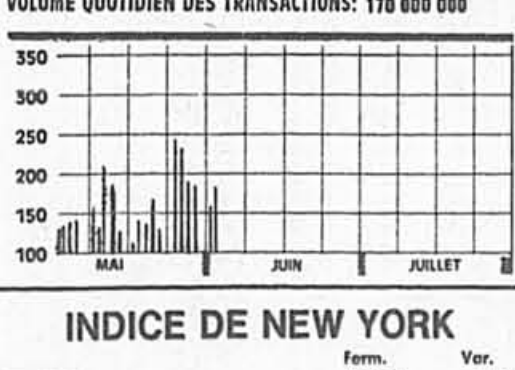
VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 2082,86 Fermeture: 2054,59 Bas: 2042,85

(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 170 000 000



INDICE DE NEW YORK

Haut: 2082,86 Fermeture: 2054,59 Bas: 2042,85

Main table of stock prices for New York, organized in columns A/B, C/D, G/H, I/J, K/L, M/N, O/P, Q/R, S/T, U/Z. Each entry includes the stock symbol, current price, and daily change.

INDICE DE NEW YORK

Haut: 2082,86 Fermeture: 2054,59 Bas: 2042,85

Main table of stock prices for New York, organized in columns A/B, C/D, G/H, I/J, K/L, M/N, O/P, Q/R, S/T, U/Z. Each entry includes the stock symbol, current price, and daily change.

INDICE DE NEW YORK

Haut: 2082,86 Fermeture: 2054,59 Bas: 2042,85

Main table of stock prices for New York, organized in columns A/B, C/D, G/H, I/J, K/L, M/N, O/P, Q/R, S/T, U/Z. Each entry includes the stock symbol, current price, and daily change.

INDICE DE NEW YORK

Haut: 2082,86 Fermeture: 2054,59 Bas: 2042,85

Main table of stock prices for New York, organized in columns A/B, C/D, G/H, I/J, K/L, M/N, O/P, Q/R, S/T, U/Z. Each entry includes the stock symbol, current price, and daily change.

COMPOSÉ 149,68 Ver. -0,87 INDUSTRIELLES 181,20 Ver. -1,03 SERVICES PUBLICS 132,55 Ver. -0,50 TRANSPORTS 70,97 Ver. -0,49 FINANÇE 126,39 Ver. -0,72

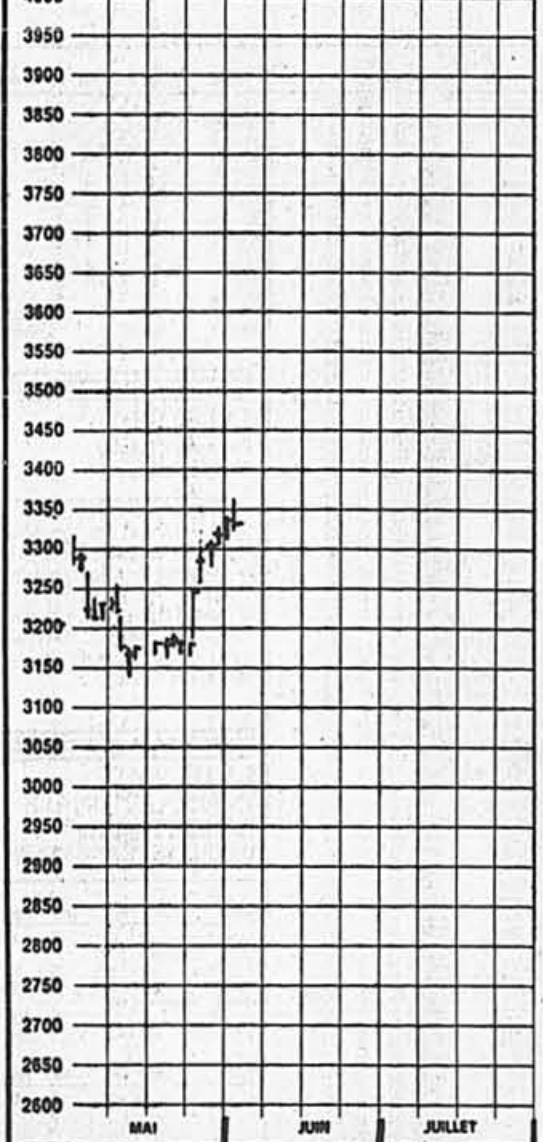
LA DIVISION INTERNATIONALE À MONTRÉAL (SOCIÉTÉS FRANÇAISES) and CERTIFICAT DES MÉTAUX PRÉCIEUX

suite à la page C 8

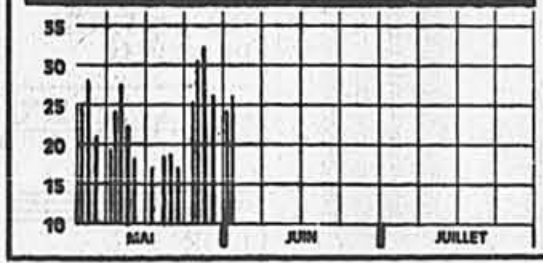
TORONTO

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 3337,26 Fermeture: 3325,65 Bas: 3330,99



VOLUME QUOTIDIENS DES TRANSACTIONS: 26 780 000



INDICES DE TORONTO

Table with 3 columns: Index Name, Value, and Change. Includes 300 Composite, S&P 500, etc.

SOUS INDICES DE TORONTO

Table with 3 columns: Index Name, Value, and Change. Includes Aurifères, Pâpeteries, Consommation, etc.

Table with 3 columns: Index Name, Value, and Change. Includes A/B, C/D, and various sector indices.

VANCOUVER

VOLUME: 10 000 000

INDICE GÉNÉRAL FERMETURE: 1088,08 +0,71

Table with 3 columns: Index Name, Value, and Change. Includes A/B, C/D, and various sector indices for Vancouver.

Values Ventes Haut Bas Form. Net

Table of stock prices for various companies, including Alcan, BHP, and others.

Values Ventes Haut Bas Form. Net

Table of stock prices for various companies, including Alcan, BHP, and others.

Values Ventes Haut Bas Form. Net

Table of stock prices for various companies, including Alcan, BHP, and others.

Values Ventes Haut Bas Form. Net

Table of stock prices for various companies, including Alcan, BHP, and others.

Values Ventes Haut Bas Form. Net

Table of stock prices for various companies, including Alcan, BHP, and others.

Values Ventes Haut Bas Form. Net

Table of stock prices for various companies, including Alcan, BHP, and others.

Values Ventes Haut Bas Form. Net

Table of stock prices for various companies, including Alcan, BHP, and others.

Values Ventes Haut Bas Form. Net

Table of stock prices for various companies, including Alcan, BHP, and others.

Values Ventes Haut Bas Form. Net

Table of stock prices for various companies, including Alcan, BHP, and others.

VANCOUVER

suite de la page C 6

Table of stock market data for Vancouver, including columns for stock names, prices, and changes.

Table of stock market data for Vancouver, continuing from the previous section.

Table of stock market data for Vancouver, continuing from the previous section.

Table of stock market data for Vancouver, continuing from the previous section.

Table of stock market data for Vancouver, continuing from the previous section.

Table of stock market data for Vancouver, continuing from the previous section.

Table of stock market data for Vancouver, continuing from the previous section.

Table of stock market data for Vancouver, continuing from the previous section.

Table of stock market data for Vancouver, continuing from the previous section.

LES DEVISSES

Table of exchange rates for various currencies.

Table of exchange rates for various currencies.

Table of exchange rates for various currencies.

Table of exchange rates for various currencies.

Table of exchange rates for various currencies.

Table of exchange rates for various currencies.

Table of exchange rates for various currencies.

Table of exchange rates for various currencies.

Table of exchange rates for various currencies.

FONDS MUTUELS

Table of mutual fund data, including fund names and performance.

Table of mutual fund data, continuing from the previous section.

Table of mutual fund data, continuing from the previous section.

Table of mutual fund data, continuing from the previous section.

Table of mutual fund data, continuing from the previous section.

Table of mutual fund data, continuing from the previous section.

Table of mutual fund data, continuing from the previous section.

Table of mutual fund data, continuing from the previous section.

Table of mutual fund data, continuing from the previous section.

MARCHÉ DES OPTIONS - (Chicago)

Table of options market data for Chicago.

Table of options market data for Chicago.

Table of options market data for Chicago.

Table of options market data for Chicago.

Table of options market data for Chicago.

Table of options market data for Chicago.

Table of options market data for Chicago.

Table of options market data for Chicago.

Table of options market data for Chicago.

OFFRE ET DEMANDE (TORONTO)

Table of supply and demand for Toronto.

Table of supply and demand for Toronto.

Table of supply and demand for Toronto.

Table of supply and demand for Toronto.

Table of supply and demand for Toronto.

Table of supply and demand for Toronto.

Table of supply and demand for Toronto.

Table of supply and demand for Toronto.

Table of supply and demand for Toronto.

LES OBLIGATIONS

Table of bond market data.

Table of bond market data.

Table of bond market data.

Table of bond market data.

Table of bond market data.

Table of bond market data.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA

Table of Canadian government securities.

Table of Canadian government securities.

Table of Canadian government securities.

Table of Canadian government securities.

Table of Canadian government securities.

Table of Canadian government securities.

OPTIONS SUR L'OR

Table of gold options market data.

Table of gold options market data.

Table of gold options market data.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

Table of over-the-counter securities for Toronto.

Table of over-the-counter securities for Toronto.

Table of over-the-counter securities for Toronto.

S/T

Table of stock market data for S/T.

Table of stock market data for S/T.

Table of stock market data for S/T.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

Table of over-the-counter securities for Toronto.

Table of over-the-counter securities for Toronto.

Table of over-the-counter securities for Toronto.

Le résultat du sommet se mesurera à la confiance des marchés

Les leaders politiques seront le centre de l'attention mondiale au prochain sommet économique de Toronto, du 19 au 21 juin. Pendant ce temps, les experts de la finance qui participeront au sommet s'efforceront de mieux comprendre la nature des problèmes économiques majeurs du monde industrialisé.

GORD MCINTOSH de la Presse Canadienne

Parce que les questions politiques monopolisent les feux de la rampe, on oublie souvent la portion «économique» de l'expression «sommet économique» lorsque les leaders du monde industrialisé se réunissent, chaque année.

Ce sont les problèmes d'ordre économique, notamment les taux de change et les prix du pétrole, qui ont amené les leaders à tenir leur premier sommet, en 1975.

C'est l'économie qui continue à dominer l'ordre du jour, et c'est encore elle qui explique pourquoi les sommets survivront, sous une forme ou sous une autre.

Les discussions régulières entre ministres des Finances et responsables des banques centrales remontent à 1967, mais ont acquis plus de consistance à la suite de la décision des États-Unis de ne plus rattacher la valeur de son dollar à celle de l'or.

Avec cette mesure, le sommet prenait une nouvelle importance: le système de taux de change fixe conçu en 1944 en vertu des accords de Bretton Woods conclus entre les leaders mondiaux s'était effondré. Les taux de change pouvaient maintenant être déterminés par les marchés monétaires, ce qui rendait prioritaire la coordination de l'économie mondiale.

Soudainement, l'économie mondiale devenait vulnérable aux fluctuations imprévues, puisque la bonne ou la mauvaise fortune d'un pays se répercutait sur les autres.

Canada pays membre

Depuis 1986, l'année où le Canada et l'Italie cessèrent d'être des observateurs pour se joindre au groupe des cinq grandes puissances, les États-Unis, le Japon, la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest et la France, la réunion a été connue sous l'appellation de Groupe des Sept. La Communauté économique européenne est représentée depuis 1977 aux rencontres, à titre d'observateur.

Maintenant des discussions qui mènent les hauts fonctionnaires constituent une sorte de sommet à l'intérieur du sommet annuel des leaders.

Pourtant, tous les pays membres du groupe des Sept n'ont pas le même poids. Morris Miller, qui a déjà représenté le Canada au sommet de la Banque mondiale, soutient que le pouvoir réel est concentré entre les mains des États-Unis, du Japon et de l'Allemagne de l'Ouest, et que les autres pays sont relégués au rang de simples spectateurs.

Les fonctionnaires canadiens reconnaissent le pouvoir de ce qu'on appelle le «Groupe des Trois». Mais ils ajoutent que le sommet sert de tribune économique

que utile et fournit un forum de négociation où les quatre joueurs mineurs peuvent contribuer à apaiser les divergences entre les trois grands.

Un fonctionnaire canadien compare le sommet à une famille. «Disons que vous n'arrivez pas à accomplir convenablement votre travail parce que votre belle-mère vous tape sur les nerfs. Alors vous tenez une grande réunion de famille et vous vous organisez pour que les autres lui fassent comprendre ce que vous essayez de lui dire. Vous vous arrangez pour faire faire les tâches ingrates par d'autres.»

Cette fois, ce dont la famille discutera, les 19, 20 et 21 juin à Toronto, pourrait affecter une quantité innombrable d'aspects de la vie quotidienne, depuis la valeur de votre fonds de retraite jusqu'au prix des aliments sur les tablettes de votre supermarché.

Mais avant tout, les membres de la famille continueront à se battre avec des marchés financiers à l'humeur changeante. Et les efforts pour éviter une répétition du krach boursier d'octobre dernier figureront en tête de liste des priorités de cette quatorzième «réunion de famille».

En septembre 1985, les pays les plus influents croyaient bien avoir réglé la question de la confiance par le biais des accords dits du Plaza Hotel, par lesquels tous convenaient d'un système de taux de change stable.

On y ajoutait les dernières touches de finition au sommet de l'an dernier, à Venise, quand les leaders se donnaient des points de repère, pour surveiller mutuellement leurs économies respectives, tout ça dans le but d'éviter le type de catastrophe qui s'est produite à peine cinq mois plus tard.

Le krach du mois d'octobre n'a pas conduit à la récession mondiale que plusieurs appréhendaient, mais les dirigeants du Groupe des Sept y voient cependant un vaste vote de non-confiance envers la direction qu'ils ont imprimée à l'économie mondiale.

Un diplomate canadien de premier plan, qui discutait avec des journalistes à condition de ne pas être identifié, a déclaré que les leaders du Groupe des Sept surveilleront avec quelque nervosité les marchés financiers à la conclusion du sommet de Toronto.

«Au bout du compte, le résultat du sommet se mesurera à la confiance des marchés.»

D'autres font valoir qu'il n'y aura pas que les retombées en provenance des marchés financiers qui constitueront un seul problème, si les pays participant au sommet ne parviennent pas à corriger les déséquilibres énormes du commerce et de la balance des paiements qui provoquent présentement le chaos dans l'économie mondiale.

OPTIONS TRANS-CANADA (transigées)

Table of financial options with columns for symbol, price, and other details.

Table of financial options with columns for symbol, price, and other details.

Table of financial options with columns for symbol, price, and other details.

LA BOURSE EN BREF

Summary of stock market performance for Montreal, Toronto, and New York, including volume and key indicators.

Table of stock market performance for Alberta, listing various stocks and their prices.

Table of stock market performance for New York, listing various stocks and their prices.

LES GRAINS

Table of grain prices for various commodities like wheat, corn, and soybeans.

Table of fruit and vegetable prices for items like apples, oranges, and potatoes.

Table of livestock prices for various types of cattle and hogs.

DENRÉES AGRICOLES

Table of agricultural commodity prices including oilseeds and pulses.

Table of livestock prices for sheep and goats.

Table of livestock prices for various types of cattle.

BESTIAUX

Table of livestock prices for various types of cattle.

Table of livestock prices for various types of cattle.

Table of livestock prices for various types of cattle.

LES AURIFÈRES

Table of gold prices for various types of gold bars and coins.

Dépollution: l'Association pétrolière du Québec trouve un peu courts les échéanciers de Lincoln

RUDY LE COURS

■ D'accord avec le plan de dépollution du ministre Clifford Lincoln, l'Association pétrolière du Québec croit cependant qu'on laisse bien peu de temps à ses membres pour s'ajuster.

« N'étant pas scientifique, je ne sais pas au juste ce qui nous reste encore à faire mais, chose certaine, les échéanciers du ministre de l'Environnement sont un petit peu trop courts », affirmait hier son président M. Guy Archambault dans le cadre de l'assemblée annuelle de l'APQ.

L'industrie pétrochimique devra en effet réduire de 75 p. cent sa pollution de l'environnement d'ici 1993, un objectif très ambitieux mais surtout fort dispendieux, soutient M. Archambault. « Il va falloir de nouvelles technologies mais je crois qu'on y arrivera un jour. »

M. Archambault note que l'industrie qu'il représente a déjà investi \$1 milliard en 20 ans pour la dépollution ce qui donne d'excellents résultats déjà: « La fumée de nos cheminées pollue moins que celle des crématoriums et l'eau sort de nos usines plus propre qu'elle y est entrée. »

Le président de l'APQ insiste sur le fait que l'air est moins pollué à Montréal qu'ailleurs en bonne partie parce que les raffi-

neries éjectent moins de produits polluants qu'avant et, admet-il lorsqu'on le lui rappelle, parce qu'on ne compte plus que deux raffineries au lieu de cinq.

Il a indiqué que les 10 membres (pétroliers et réseaux de distribution indépendants) de l'APQ investissent cette année encore \$40 millions pour la modernisation de leur équipement et de leur réseau dans une perspective environnementale.

Pour montrer sa bonne foi, l'APQ lançait hier deux bourses de recherche de \$5 000 sur l'environnement dont les premiers récipiendaires seront connus à l'automne.

L'APQ avait de plus invité comme conférencier le populaire animateur Louis-Paul Allard, en tant que président de la Fondation québécoise en environne-



Guy Archambault

ment, un organisme formé de personnalités qui rayonnent dans leur milieu et chargé de sensibiliser leur entourage.

Avec la verve qui le caractérise, Me Allard a brossé un tableau choc de la planète et incité les gens à concevoir la consommation des richesses naturelles non pas « comme un bar ouvert mais comme un comptoir d'échange ».

Il rappelle qu'il se déverse quotidiennement 5 milliards de litres d'eau usée dans le Saint-Laurent et que 72 villes y puisent toujours leur eau potable dont Montréal.

Pour le remercier, l'APQ lui a remis une médaille en branches de mélèze fabriquée par un artisan cri. Me Allard de répliquer: « C'est un cadeau qui me va bien. Les oiseaux et les avocats sont tous deux reconnus pour leurs vols. »

Cédée à May par Campeau, Foley's licencie 800 personnes

Agence France-Presse
HOUSTON

■ La chaîne de grands magasins américaine Foley's Department Stores, filiale du groupe May Department Stores, a annoncé hier le licenciement de 800 salariés, soit 5 p. cent de son personnel.

Ces licenciements s'expliquent par la nécessité de réduire les coûts de fonctionnement, a expliqué la direction de Foley's, société qui vient d'être reprise par

May à Federated Department Stores à la suite du rachat de cette chaîne de magasins par le groupe canadien Campeau (distribution et immobilier).

Foley's, qui emploie actuellement 16 000 personnes, exploite une quarantaine de grands magasins dans quatre états du sud-ouest des États-Unis (Arizona, Nouveau-Mexique, Texas et Oklahoma).

Par ailleurs, la chaîne Rich's Department Stores, filiale de Federated, a annoncé le licenciement de 250 salariés sur un effectif actuel de quelque 9 000 personnes. Rich's possède une vingtaine de magasins dans le sud-est des États-Unis (Georgie, Alabama et Caroline du Sud).

Rich's est la troisième filiale de Federated à annoncer des suppressions d'emplois après le rachat de ce groupe par Campeau en avril dernier pour \$6,6 milliards. Lazarus Stores (Ohio) vient en effet de licencier 1 200 employés et Burdine's (Floride) 320 salariés.

Black n'a pas l'intention de laisser mourir des journaux comme la chaîne Thomson

Presse Canadienne
TORONTO

■ Le président du conseil d'administration de Hollinger, M. Conrad Black, a affirmé hier qu'il ne tenait aucunement à ce que les journaux dont il est propriétaire ne dégèrent comme d'autres journaux, y compris certains de la chaîne Thomson.

Il faut croire en effet, a dit M. Black, que certains journaux de petit et de moyen tirage ont été éliminés aux États-Unis parce que leur société-mère leur a trop demandé ou parce qu'ils étaient demeurés trop locaux.

« Je ne critique pas ces faits. Thomson a agi de cette façon dans certains cas. Ça les regardait. C'est ce qu'ils désiraient », a noté M. Black en présence des journalistes, à l'issue de l'assemblée annuelle des actionnaires.

Thomson Newspaper Ltd. est directement ou indirectement propriétaire de 137 quotidiens au Canada et aux États-Unis; la société possède en plus une dizaine d'hebdomadaires et plusieurs autres journaux.

M. Black, plus important actionnaire de Hollinger avec 48,7 p. cent des actions, apprécie hautement les résultats atteints par Thomson même si cette entreprise a laissé mourir certains de ses journaux.

Hollinger ne tient pas à faire de même, a-t-il noté.

Il a été impossible d'obtenir des réactions des dirigeants de Thomson Newspapers, hier soir.

Unimedia

S'étant peu à peu détaché de ses intérêts dans le pétrole, les mines, la machinerie agricole et l'alimentation, Hollinger investit de plus en plus dans les journaux. L'entreprise est propriétaire de 146 journaux, dont 58 quotidiens au Canada, aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Son principal journal est le *Daily Telegraph*, de Londres.

S'adressant plus tôt aux actionnaires, M. Black avait déclaré que contrairement à d'autres entreprises dans le même domaine, sa société ne songeait nullement à étrangler ses entreprises affiliées en les exploitant outre mesure ou en tolérant trop longtemps un trop faible rendement.

M. Black a exprimé l'intention de Hollinger d'acquiescer d'autres journaux. En 1987, la compagnie a acheté en particulier Unimedia, qui publie *Le Soleil*, de Québec; *Le Droit*, d'Ottawa-Hull; *Le Quotidien*, de Chicoutimi; plusieurs hebdomadaires francophones du Québec et de la région d'Ottawa.

L'an dernier, la compagnie a réalisé des bénéfices de \$13 millions à la suite de revenus de \$525 millions au regard d'une perte de \$10 millions à la suite de revenus de \$275 millions en 1986.

AVIS LÉGAUX-APPEL D'OFFRES-SOUMISSIONS - ENCANS



Corrections

Veuillez prendre note des corrections suivantes à apporter au cahier *La Baie salue Papa* (roto 5-2) publié par la Baie le 8 juin 1988.

Page 1. On aurait dû lire: La Baie salue Papa.

Page 16. Article 166A, pas disponible.

Page 19. Articles 191 et 195, délai.

Page 22. Article 227, pas disponible.

Page 25. Article 254, délai.

Page 30. Article 301, délai.

Page 33. Article 334, Eau Sauvage originale, on aurait dû lire: 28\$.

Page 34. Article 341, délai.

La Baie s'excuse de ces contretemps.

EATON

CORRECTIONS

Cahier Les jours à Timothy chez Eaton, encarté dans La Presse, le mercredi 8 juin 1988.

Page H1 — Devrait être: Comme 2 «P», tailles 38 à 44. (623) 21,99 ch.

Page 21 — A à F — Vaisselle en grès Johnson Brothers: Certains articles offerts sur commande seulement. Délai de 4 semaines.

Page G — Glacière «High Boy» Coleman, non offerte.

Dernière page

B — Coussins différents de ceux représentés, de couleurs variées.

Eaton s'excuse de tout inconvénient.

AVIS EST. par les présentes, donné que par acte de vente date du 22 septembre 1987, ALIS TECHNOLOGIES INC. a vendu à LES PLACEMENTS KOURI LTÉE trois créances dues par C.A.P. dont une est datée du 15 juin 1987 et les autres du 30 juin 1987 aux montants de 28 033,60 \$, 43 480,41 \$ et de 18 851,87 \$; ainsi que deux créances dues par SCECO datées du 31 août 1987 aux montants de 15 290 \$ et de 91 740 \$; et que la délivrance d'une copie de l'acte de vente requise par l'article 1571 du Code civil du Bas Canada sera effectuée en laissant une copie de cet acte de vente entre les mains du protonotaire du district de Montréal, le tout conformément aux dispositions de l'article 1571a C.c.

Donald G. Kouri, président
LES PLACEMENTS KOURI LTÉE

MISE AU POINT

Dans la circulaire «Une Bonne Nouvelle Sears» insérée dans La Presse du 6 juin, veuillez noter qu'à la page 12, l'Eau de toilette Azzaro pour homme format 75 ml. devait se lire 27\$ au lieu de 30\$. A la page 17, l'article n° 28002 est une scie à table 8 po. et non pas une scie à ruban 8 po. et l'article n° 28307 est une scie à ruban 10 po. et non pas une scie à table 10 po. La bicyclette n° 27556 3 vitesses pour femme de la page 19 et le climatiseur n° 35241 10000 BTU de la page 37 ne sont pas disponibles.

Nous présentons nos excuses à notre clientèle.



CENTRE MONT SAINT-PATRICK SÉANCE D'INFORMATION PUBLIQUE ANNUELLE

Le président et les membres du conseil d'administration de Mont Saint-Patrick avisent que la séance d'information annuelle aura lieu le mercredi 22 juin 1988 à 19 heures dans la salle de conférences du siège social du centre situé au 6755, rue Lavoie à Montréal.

Le président: John T. McIlhonn
Le directeur général: Michael Udy

Suite des Avis légaux, Appels d'offres, Soumissions et Encans en pages D 4, D 6 et E 4

Henri Bergeron présente

LES VOIX DU FLEUVE



Concert-événement
donné par Les Disciples
de Massenet.

L'entrée est gratuite



Vous êtes cordialement invités à venir entendre Les Disciples de Massenet, chorale de réputation internationale, dans un site et une acoustique privilégiés: le plein air!

Assistez à un concert d'envergure, sous la direction de Madame Marjorie Tanaka, avec Mesdames Odile Fay et Thérèse Guérard, solistes invitées.

Au programme: des chansons populaires, des extraits d'opéras bien connus et des chants religieux.

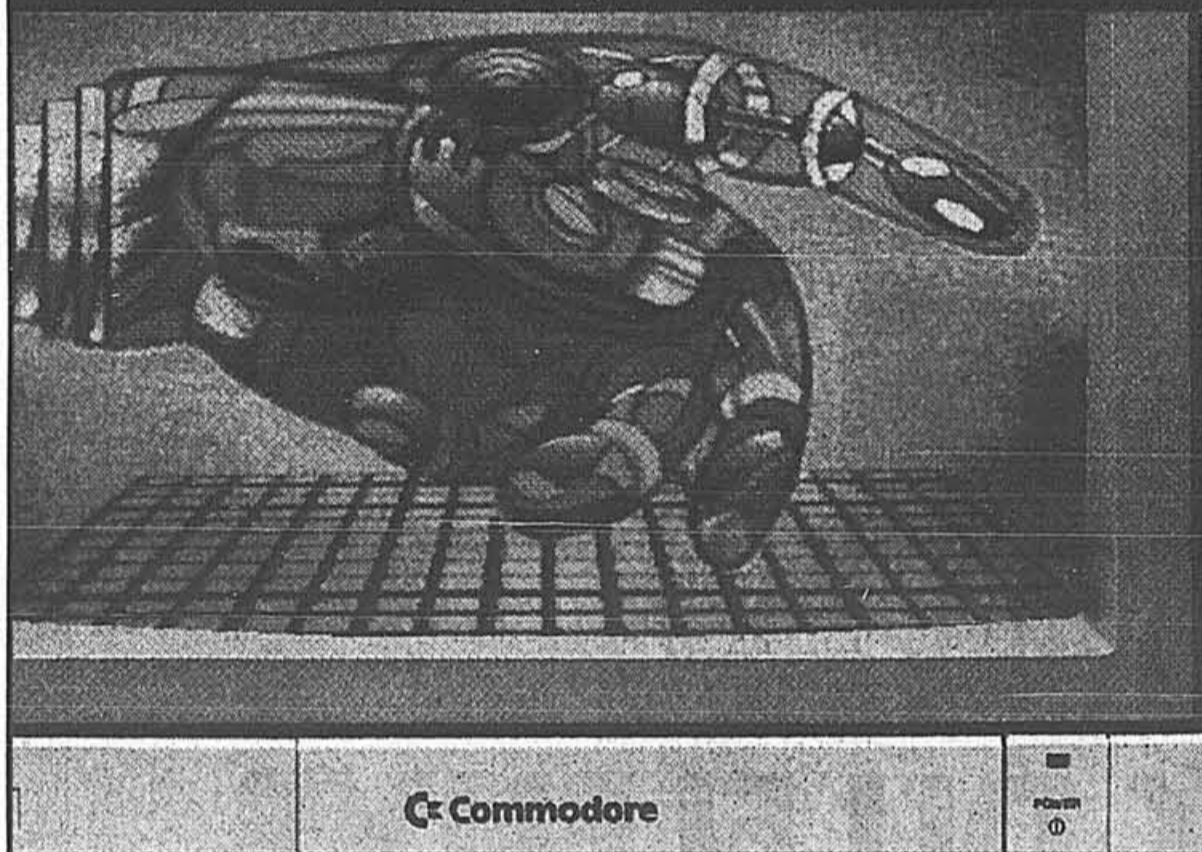
Le concert aura lieu dimanche, le 12 juin 1988 à 14h au Cimetière Près du Fleuve 2750, boul. Marie-Victorin est Longueuil

N.B. En cas de pluie, le concert sera remis au dimanche, le 19 juin.

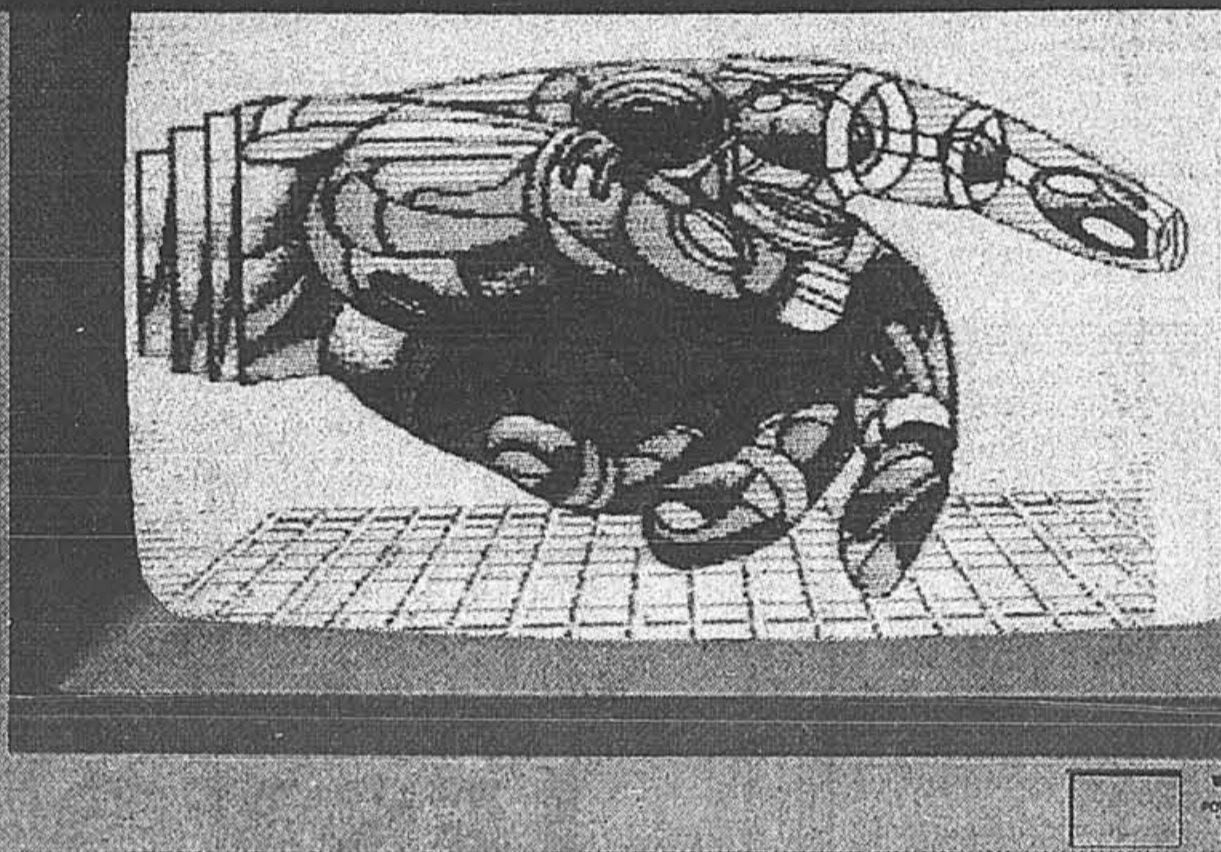
Le Cimetière Près du Fleuve

2750 est, boul. Marie-Victorin, Longueuil, Qué. J6G 1B6 Tél.: (514) 463-1631

Une véritable évaluation de l'Amiga 2000 de Commodore ne peut se faire qu'en le comparant à la concurrence.



Commodore



(Micro-ordinateur concurrentiel avec 68000)

Capacités graphiques

Amiga vs la concurrence

Aucun autre ordinateur, dans la même gamme de prix, n'est comparable à l'Amiga de Commodore en ce qui a trait à ses capacités graphiques en couleur. Il offre des graphiques à haute résolution avec choix de seize échelles de gris véritables sur écran et une possibilité de 4 096 couleurs sensationnelles. Vous pourrez dès lors convertir vos données d'affaires en disquettes, en imprimé, en diapositives couleur ou en vidéo.

Édition électronique

Amiga vs la concurrence



Le manque de couleurs n'avantage pas la concurrence, loin de là.

des catalogues, des brochures et des magazines avec des séparations à quatre couleurs... à votre bureau même.

Vous pourrez aussi incorporer des textes aux graphiques en mémoire/IFF, numériser des images ou structurer des graphiques tels les diagrammes CAD/CAM ou autres graphi-

ques (avec 1 200 à 2 400 points au pouce). Le tout reproduit sur un appareil de composition Linotronic.

L'Amiga de Commodore représente la solution en matière de production imprimée en couleurs ou en noir et blanc.

Les logiciels de l'Amiga 2000 de Commodore sont compatibles avec l'Amiga 500.

Dans un marché en évolution constante, l'Amiga continue sans cesse d'établir de nouvelles normes d'excellence. C'est pourquoi il est le seul, dans sa gamme de prix, à vous offrir l'édition électronique de bureau avec séparation à quatre couleurs. L'Amiga de Commodore vous permet donc de créer de manière professionnelle des documents,

L'Amiga de Commodore est l'outil de production par excellence. Il est le seul, dans cette gamme de prix, qui vous permet de travailler sur différents programmes à la fois et non pas seulement de les afficher. Examinez un rapport, analysez les cotes de la bourse ou rédigez un mémorandum tout en imprimant un document. Et si vous utilisez une carte de transition, offerte en option, vous pourrez passer le MS/DOS et les logiciels Amiga au même moment. De plus, dans un avenir rapproché, vous serez en mesure d'obtenir une versatilité encore plus grande avec l'introduction du puissant système d'exploitation UNIX.^{MD}

Capacités vidéo

Amiga vs la concurrence

Cessez de confier vos projets à des fournisseurs extérieurs dispendieux. Avec l'Amiga de Commodore, vous pourrez produire vous-même des vidéos institutionnelles, promotionnelles et de ventes en utilisant des graphiques saisissants, de l'animation classique ou en trois dimensions et un son stéréo à quatre canaux. Ajoutez-y le Genlock facultatif et vous pourrez surimposer tout graphique Amiga sur n'importe quelle source vidéo... quelle soit enregistrée ou prise sur le vif. Aucun autre ordinateur dans cette gamme de prix ne vous offre autant de puissance pour produire des présentations d'affaires d'aussi grande qualité que l'Amiga de Commodore.



Désolé, non offert
La concurrence ne peut vous l'offrir.

Capacités multitâches

Amiga vs la concurrence



Désolé, non offert
La concurrence ne peut vous l'offrir.



Seulement l'Amiga peut vous l'offrir

A.J.M. Conseillers en gestion Inc.
1804, route Transcanadienne, Dorval

Alp Micro Systems
4526, avenue du Parc, Montréal

Canacomp Computer Systems Inc.
2820, De Miniac, Ville St-Laurent

Centre Vidéo Jeux Ltée
Galeries Papineau, Laval

Centre Vidéo Jeux Ltée
1174, Bélanger est, Montréal

Centre Vidéo Jeux Ltée
Place Desormeaux, Longueuil

Coopoly
5000, Jean-Talon ouest, suite 120, Montréal

Deltronic Solare
83, rue Alexandre, Valleyfield

Dumoulin Informatique
783, rue Mistral, Montréal

La Place
2050, boul. St-Laurent, Montréal

Laval Micro-ordinateurs
433, boul. St-Martin ouest, Ville de Laval

L'Épargne
4709, boul. Ste-Rose, Fabreville, Laval

Les Magasins Info Data Inc.
2104, Francis Hughes, Chomedey, Laval

Les Magasins Info Data Inc.
1480, St-Timothée, Montréal

Les Magasins Info Data Inc.
929, St-Zotique, Montréal

Ordinacentre Richard Bessette
4688, Jarry est, St-Léonard

Roland Paquette
85, Blainville est, Ste-Thérèse

Softwarehouse
13635, Sherbrooke est, Montréal

The Softwares Co.
5001, chemin Queen Mary, Montréal

V.G. Data Shack
#5, 5625, boul., Grande-Allée, Brossard